Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques

For a Sociology of Radical environmentalists. Some Programmatic Elements

Colin Robineau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eces/5494>

DOI : 10.4000/eces.5494

ISSN : 1647-0737

Éditeur

Centro de Estudos Sociais da Universidade de Coimbra

Référence électronique

Colin Robineau, «Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques», *e-cadernos CES* [Online], 34 | 2020, posto online no dia 09 julho 2021, consultado o 22 outubro 2021. URL: <http://journals.openedition.org/eces/5494> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/eces.5494>

COLIN ROBINEAU

POUR UNE SOCIOLOGIE DES ECOLOGISTES RADICAUX. QUELQUES ELEMENTS PROGRAMMATIQUES

Résumé: Longtemps hégémonique, l'idée d'une résolution de la crise environnementale par des « petits pas » politiques et des « petits gestes » individuels apparaît désormais insuffisante aux yeux de nombreux écologistes. Certains d'entre eux attestent d'un durcissement idéologique et pratique qui s'opère sur fond d'une critique de l'ordre économique et social. Faisant l'hypothèse d'un double mouvement avec, d'un côté, *la radicalisation de militants écologistes* et, de l'autre, *l'écologisation de militants radicaux*, cet article pose les bases théoriques et méthodologiques d'une recherche sur ce qu'on peut considérer, dans l'espace des mouvements sociaux, comme un « pôle écologiste radical ». Partant, il fournit des pistes programmatiques à l'étude des engagements qui, prenant appui sur la nouvelle donne écologique, remettent en cause l'ordre établi et ouvrent des horizons politiques alternatifs.

Mots-clés: action collective, dispositions politiques, militantisme, mouvement écologiste, radicalités politiques.

FOR A SOCIOLOGY OF RADICAL ENVIRONMENTALISTS. SOME PROGRAMMATIC ELEMENTS

Abstract: Hegemonic until a short time ago, the idea of a resolution of the environmental crisis by a “small steps” policy and “eco-responsible” behaviors now seems insufficient for many environmentalists. Some of them attest to an ideological and strategic hardening which operates on the background of a critique of the socioeconomic order. Assuming a double movement with, on the one hand, *the radicalization of environmentalists* and, on the other, *the greening of radical activists*, this article lays the theoretical and methodological foundations of a research in progress on what one can consider, in the field of social movements, as a “radical environmentalist pole”. In so doing, it provides programmatic tracks for the study of commitments which, by taking the Green New Deal seriously, challenge the established order and open up alternative political horizons.

Keywords: activism, collective action, environmental movement, political dispositions, radical politics.

INTRODUCTION

À rebours de la « doxa sensibilisatrice » présentant les enjeux environnementaux « comme déconflitués et relevant moins des décideurs que de tout un chacun » (Comby, 2015 : 30), l'écologie connaît, depuis plusieurs années, un regain de politisation. C'est ce dont témoignent par exemple les actions de Youth for Climate ou d'Extinction Rebellion qui, à une échelle mondiale et dans des registres distincts, visent à interpeller les gouvernements sur l'urgence climatique et à peser sur les décisions politiques. Au sein de ces jeunes organisations, l'idée d'une nécessité d'agir au-delà du strict périmètre de la légalité, quoique de façon « non violente », semble faire consensus. En outre, des discussions internes portent sur la compatibilité de l'écologie avec le système de production capitaliste, sans toutefois qu'une position claire et unifiée soit formulée.¹

En France, des mobilisations récentes ont plus directement contribué à replacer la question environnementale dans une perspective de critique sociale. La zone à défendre (ZAD) de Notre-Dame-des-Landes, une lutte d'occupation contre la construction d'un aéroport sur des terres agricoles,² faisait ainsi de la contestation du capitalisme une condition *sine qua non* du combat écologique et du déploiement de formes de vie alternatives (Pruvost, 2017). Son mot d'ordre principal – « Contre l'aéroport *et son monde* » – exprimait d'ailleurs clairement une volonté de rupture avec l'ordre établi. De façon différente, le mouvement des « gilets jaunes » a révélé la porosité des frontières entre les questions sociale et environnementale. Opposés à une taxe carbone impliquant une forte hausse du prix du carburant,³ les « gilets jaunes » ont en quelque sorte rappelé, contre les discours (des) dominants, combien le gouvernement des « bonnes » conduites dites « écocitoyennes » reconduisait, sinon renforçait, les rapports sociaux inégalitaires.

Si *la nature est un champ de bataille* dont les affrontements, liés à des intérêts antagonistes, vont se faire de plus en plus importants à mesure de l'aggravation des dégâts environnementaux (Keucheyan, 2014), on peut également supposer que la ligne de démarcation entre les écologistes réformistes et radicaux se fera de plus en plus franche. Les débats sont plus que jamais à l'ordre du jour au sein de la nébuleuse écologiste entre les tenants d'un capitalisme vert et les partisans d'une transformation profonde de l'ordre social. Dans un article du *Monde diplomatique*, la journaliste Claire

¹ Voir Astier et d'Allens (2019).

² L'acronyme ZAD, qui signifie donc « zone à défendre », désigne le plus souvent les formes d'occupation opposées à des grands projets capitalistes d'aménagement perçus comme inutiles et imposés. La ZAD de Notre-Dame-des-Landes, commune de l'Ouest de la France située près de Nantes, a ceci d'original qu'elle rassemblait à la fois des paysans, des écologistes et des militants « autonomes ». Pour une présentation plus détaillée, voir par exemple Hervé Kempf (2014).

³ Précisons qu'il s'agit là du point de départ du mouvement. Rapidement, la portée des revendications s'est considérablement élargie, touchant à des enjeux relatifs aux inégalités sociales, à la détérioration des services publics ou encore, à l'instar du référendum d'initiative populaire (RIC), aux insuffisances démocratiques. À ce titre, il est intéressant de constater que certains « gilets jaunes » ont entretenu (et entretiennent encore) des relations fructueuses avec des collectifs partisans d'une écologie populaire, en particulier le groupe « Désobéissance écolo Paris ». Voir Farbiaz (2019) et Delmas (2019).

Lecœuvre (2019) argue qu'un déplacement est en train de s'opérer en faveur des seconds : projets anticapitalistes, durcissement des modes d'action, stratégies d'alliance de classes et de convergence des luttes. Tout se passe comme si, conjugué à la faiblesse des réponses gouvernementales et à l'inertie d'un capitalisme destructeur, le caractère urgent de la crise environnementale avait pour effet de susciter davantage d'adhésion aux visions les plus structurelles (et par là conflictuelles) du mouvement écologiste. Loin du modèle idéal-typique d'expert-environnementaliste (Ollitrault, 2008), l'espace des luttes écologistes donne ainsi à voir un autre pôle militant qui, en rapportant la crise environnementale à l'organisation de l'ensemble de la société, cherche à transformer radicalement l'ordre social.

L'objectif ici ne sera pas de définir *a priori* les contours et les caractéristiques de ce « pôle écologiste radical » mais plutôt de dégager des pistes susceptibles d'en prendre le pouls politique et la mesure sociologique. Ce texte a donc une teneur programmatique au sens où il s'efforce avant tout de poser des problèmes et d'ouvrir des hypothèses, bref, de débayer un chemin sociologique praticable. Si les propositions qui suivent prennent leurs racines dans le contexte français où se sont déroulées nos précédentes recherches,⁴ elles recouvrent néanmoins une portée générale susceptible d'alimenter des enquêtes sur d'autres terrains et territoires. Au croisement des dispositions individuelles et de l'action collective, nous suggérons en somme des voies possibles pour rendre compte des engagements écologistes radicaux non seulement dans leurs pratiques mais aussi dans leur genèse. Le pôle écologiste radical, dont le spectre ne se réduit pas à l'écোসocialisme,⁵ fonctionne donc comme un opérateur de questionnements qui appelle bien évidemment des enquêtes empiriques.

LA RADICALITÉ ÉCOLOGISTE : UN CHANTIER PROBLÉMATIQUE

Ces dernières années en France, le champ lexical de la radicalité a connu une résonnance importante dans l'espace médiatico-politique. Si les termes « radicalisation », « radicaux » ou « radicalisés » désignaient au premier chef les (potentiels) terroristes se réclamant de l'islam, ils se sont récemment élargis à de multiples acteurs du mouvement

⁴ Cet article programmatique s'appuie, d'une part, sur notre recherche doctorale qui portait sur les militants « autonomes » et paraîtra très prochainement sous forme de livre (Robineau, à paraître) et, d'autre part, sur des séjours ethnographiques effectués entre 2012 et 2014 à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

⁵ C'est là un premier problème qui comporte plusieurs aspects. Le premier tient à l'autodéfinition des acteurs : des groupes peuvent en effet souscrire aux principes écôsociaux sans pour autant, par exemple pour des raisons stratégiques, employer le terme. Ensuite, la multiplication récente des appellations de l'écologie politique (écoféminisme, écologie populaire, écologie décoloniale, écologie radicale, *deep ecology*, etc.), de même que la diversité de leurs appropriations possibles, rendent difficilement identifiable ce qui relève ou non de l'écôsocisme. Enfin, la notion même d'écôsocisme est susceptible d'être revendiquée par des acteurs (des partis solidement installés dans le champ politique à des petits groupes activistes en passant par les « utopies concrètes ») dont les positions, en particulier dans leur rapport à l'État et au système parlementaire, divergent. Anticapitaliste et partie prenante des mouvements sociaux, le pôle écologiste radical inclut donc l'écôsocisme mais n'y est pas réductible.

social. Les occupants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les « gilets jaunes » et même les militants (prônant pourtant explicitement la « non-violence ») d'Extinction Rebellion ont ainsi pu être qualifiés de « radicaux » – le label médiatique fonctionnant comme une catégorie repoussoir. Tout se passe comme si l'extension progressive du domaine de la radicalité à toutes les formes non conventionnelles d'action politique (Darras, 1998) tendait par là même à exclure du périmètre de la légitimité toute pratique et tout discours dérogeant à l'ordre social.

Au-delà de ses usages médiatiques, politiques et de sens commun, la terminologie pose également des difficultés aux sciences sociales. Si la définition de la radicalité (et par extension de la radicalisation) varie d'un auteur à l'autre, elle est souvent rabattue sur le thème, tout aussi polysémique, de la violence (Crettiez, 2016 ; Sommier, 2018). Or, si l'on s'attache à son étymologie bien connue (*radicalis* : racine), il est utile de désencaster la notion de radicalité politique de la violence du mode d'action – et ce « même si elle l'englobe » (Dufour *et al.*, 2012 : 7) – pour la recentrer sur sa dimension hétérodoxe, au sens où « la politique commence, à proprement parler, avec la dénonciation de ce contrat tacite d'adhésion à l'ordre établi qui définit la doxa originaire ; en d'autres termes, la subversion politique présuppose une subversion cognitive, une conversion de la vision du monde » (Bourdieu, 1981 : 69). Ainsi rapportée au degré d'opposition doxique à l'ordre institué, la radicalité politique rejoint peu ou prou ce que Laurent Bonelli et Fabien Carrié ont qualifié, sur un tout autre terrain que le nôtre, de registre *subversif*, lequel « oppose – précisément ou confusément – un autre ordre social, politique et symbolique à l'ordre établi » (Bonelli et Carrié, 2018 : 25). Ceci étant dit, la seule variable hétérodoxe n'entraîne pas mécaniquement, loin de là, un engagement militant, lequel suppose une forme « de participation *durable* à une action collective » (Sawicki et Siméant, 2009 : 98 ; italique dans la version originale).

À ce titre, il faut peut-être distinguer, au sein de la nébuleuse écologiste, deux types d'initiatives. D'un côté, les « écotopies » (Lockyer et Veteto, 2013) au sein desquelles, des adeptes de la permaculture aux écovillages en passant par des formes de contre-sociétés, s'expérimentent des styles de vie *alternatifs* et *communautaires*. De l'autre, une écologie politique davantage ancrée dans l'héritage des luttes sociales et dont les modes d'action revêtent un caractère *collectif* et *conflictuel*. L'adoption de l'un ou l'autre registre prend sens non seulement au regard des caractéristiques sociales des individus engagés (Cotgrove et Duff, 1981), mais aussi eu égard au « dilemme stratégique » (Vanderheiden, 2008) auquel fait face le mouvement écologiste.⁶ De

⁶ Ancrée dans le contexte nord-américain, l'analyse de Steven Vanderheiden (2008) quant aux effets de la *war on terror* sur la tactique de « l'écotage » nous semble néanmoins transposable à d'autres pays où, à l'instar de la France, des écologistes partisans de l'action directe ont également été ciblés par des mesures antiterroristes.

surcroît, il y a matière à penser que ces deux *modus operandi* engendrent des *modus vivendi* différents : le premier tendrait à produire un *habitus* écologique (Haluza-DeLay, 2008 ; Kirby, 2017) et le second, un *habitus* radical (Crossley, 2003). Et si les « transitionneurs » (Cottin-Marx *et al.*, 2013) et les acteurs du mouvement social peuvent effectivement s'ignorer l'un l'autre, voire entrer en tension, ils ne sont pas pour autant incompatibles. Les ZAD, en tant qu'elles marient un haut degré de conflictualité à des expérimentations concrètes, fournissent une illustration parmi d'autres que « changer sa vie » et « changer le monde » (Bookchin, 2019) sont susceptibles d'aller de concert.

Afin de laisser le champ d'investigation ouvert, nous comprenons alors la radicalité écologiste comme une entreprise de lutte collective contre l'ordre établi reposant à la fois sur une critique structurelle de la crise environnementale et sur un projet alternatif visant à y répondre. Les répertoires de l'action collective (Tilly, 2008) ne viennent donc pas délimiter *a priori* ce qui relève de la radicalité écologiste mais ils doivent bel et bien faire partie de l'analyse sociologique. Nul doute qu'au sein du pôle écologiste radical, les performances contestataires, les idéologies qui le traversent et les profils sociaux qui le composent diffèrent d'un groupe militant à l'autre. Notre hypothèse centrale est d'ailleurs que le pôle écologiste radical se constitue autour d'un double mouvement avec, d'une part, *la radicalisation de militants écologistes* – pour qui la cause passe désormais nécessairement par une transformation de l'ensemble de la société – et, d'autre part, *l'écologisation de militants radicaux*⁷ – pour qui les enjeux environnementaux deviennent une donnée incontournable et un levier central dans une perspective de mobilisation anticapitaliste. Les deux parties ne sont pas étanches l'une de l'autre puisqu'elles sont amenées à se rencontrer dans des lieux d'organisation et de mobilisation.⁸ D'où l'intérêt de porter un regard attentif sur les rapprochements, les passages et les influences réciproques entre les franges les plus « révolutionnaires » de l'espace des mouvements sociaux (Mathieu, 2012) et l'espace des luttes écologiques.

Prendre le pôle écologiste radical pour objet implique de défricher un chantier sociologique qui comporte (au moins) deux versants. Le premier consisterait, par une ethnographie située de part et d'autre du poste-frontière, à examiner les déplacements doxiques et pratiques engendrés par ces interrelations entre militants écologistes et radicaux. Dans un contexte marqué par la spatialisation du politique (Graeber, 2013), l'autonomie croissante des mouvements sociaux à l'égard des médiations institutionnelles

⁷ Nous désignons par là les militants qui appartiennent au champ politique radical, soit le « réseau constitué par les groupes, organisations, partis (ou fractions de partis), partageant des référents anticapitalistes et révolutionnaires, se revendiquant du prolétariat et/ou des sujets sociaux dominés et cherchant, enfin, dans une praxis (où se rencontrent réflexion et action) à transformer le monde qui les entoure » (Gottraux, 1997 : 12).

⁸ On songe évidemment aux ZAD mais aussi à certaines actions de Youth for Climate ou d'Extinction Rebellion qui ont pu être organisées avec des groupes « gilets jaunes » et des collectifs communistes et/ou anarchistes.

(Mathieu, 2012) et la convergence des luttes dites « socio-écologiques » (Martinez Alier, 1991 ; Gezon et Paulson, 2004 ; Grisoni et Némov, 2017), l'immersion dans différents groupes activistes se présente comme le meilleur moyen de localiser et de cartographier le pôle écologiste radical. Enfin, l'observation de la socialisation militante *en train de se faire* est susceptible d'éclairer les dynamiques qui amènent les individus à s'approprier tel ou tel registre de radicalité écologiste et, *in fine*, à incorporer l'univers de sens et de pratiques qui lui est associé. Partant, la démarche ethnographique permettrait d'apprécier les différences (et les clivages) internes au pôle écologiste radical, sur le plan des modes d'engagement, des répertoires d'action mobilisés ou encore des influences idéologiques.

À l'hétérogénéité des formes de l'engagement, s'ajoute – et c'est là l'autre versant problématique – la variété des provenances et des itinéraires pouvant y conduire. Qui sont ces écologistes radicaux ? D'où viennent-ils ? Comment vivent-ils ? Que pensent-ils ? Comment leurs parcours biographiques ont-ils infléchi leur engagement ? Quelles sont, en retour, les incidences biographiques engendrées par ce dernier ? L'usage des récits de vie (Bertaux, 2010) est ici d'une grande utilité afin non seulement d'identifier la composition sociologique du pôle écologiste radical mais aussi et surtout de repérer, dans les propriétés, les expériences et les trajectoires des enquêtés, des régularités qui président à leur engagement. Des entretiens biographiques permettraient ainsi de combiner une analyse *processuelle* de leurs carrières militantes (Fillieule, 2001) et une *sociogenèse* de leurs (dis)positions hétérodoxes dont la socialisation primaire, en particulier au sein de la sphère familiale, constitue un vecteur central. On pourrait à ce titre retourner la remarque de Johanna Siméant – « évoquer en amont des socialisations susceptibles de structurer des rapports au politique ne dit rien de leur activation » (Siméant, 2003 : 177) – en arguant qu'évoquer en aval les moments où s'activent des dispositions politiques ne dit rien de leur genèse.

Indissociablement problématiques et méthodologiques, ces deux axes de recherche visent à saisir le pôle écologiste radical *depuis son hétérogénéité* en multipliant à la fois les terrains ethnographiques et les récits de vie. Après en avoir présenté brièvement les enjeux, nous allons maintenant développer les pistes de travail et hypothèses qui en découlent, à commencer par la question des dispositions politiques – dont l'engagement est à la fois le producteur et le produit.

APPÉTENCES ÉCOLOGISTES ET DISPOSITIONS À LA RADICALITÉ POLITIQUE

Dans un travail antérieur consacré à la fabrique des militants « autonomes » (Robineau, 2017), nous avons tâché de mettre au jour les conditions sociales propices à la genèse de

dispositions hétérodoxes et, par la suite, à la radicalité politique.⁹ Outre les facteurs classiquement retenus par la sociologie de l'engagement contestataire (Johsua, 2005 ; Luck, 2008 ; Pagis, 2014), notamment la transmission d'un héritage politique familial marqué à gauche ou à l'extrême gauche, nos entretiens ont fait apparaître un résultat à la fois singulier et stimulant. Il se trouve que près de la moitié des militants interviewés ont connu une socialisation enfantine à la confluence des deux pôles opposés de l'espace social. En effet, leurs parents, en dépit de positions sociales équivalentes, proviennent de milieux sociaux bien distincts : l'un est d'origine populaire tandis que l'autre est d'origine (petite) bourgeoise. Cette configuration familiale (Lahire, 1995) spécifique est au principe de ce que nous avons appelé un *habitus polarisé*, soit un système de dispositions empruntant à la fois aux classes dominantes et aux classes dominées. Inscrite au cœur des rapports de classe, une telle socialisation incline au dévoilement précoce de l'arbitraire du monde social et offre un terreau propice à l'engagement radical. Sans prolonger davantage, nous insistons sur ce point pour souligner toute l'importance de la socialisation primaire dans la formation de dispositions critiques.

Il n'en reste pas moins que les engagements politiques qui nous intéressent ici sont intimement (sinon intrinsèquement) liés aux enjeux environnementaux. Ils invitent en ce sens à formuler de nouvelles hypothèses quant aux conditions sociales et aux itinéraires conduisant à la radicalité écologiste.¹⁰ Si des homologues avec les militants autonomes, en particulier autour des configurations familiales, peuvent s'avérer heuristiques, une grande attention devra être portée à toute forme de socialisation qui, dès le plus jeune âge, a pu structurer un rapport politique à la question environnementale. Car, de même que l'écologie n'est pas forcément radicale, la radicalité n'est pas nécessairement écologique. Nous faisons néanmoins l'hypothèse d'une accélération des déplacements doxiques des deux côtés : l'urgence environnementale reconfigure le champ des luttes politiques et préfigure l'émergence d'un pôle écologiste anticapitaliste dont les engagements demandent à être analysés dans leur disparité. De ce point de vue, les processus de (trans)formation des dispositions ne sont sans doute pas les mêmes selon que *l'on entre dans l'écologie par la radicalité politique* ou que *l'on entre dans la radicalité politique par l'écologie*.

Des enquêtes très riches ont pu être menées sur des terrains écologistes radicaux, mais les ressorts sociaux de l'engagement n'y sont que très rarement renseignés. Plusieurs travaux récents sur les ZAD, et en particulier sur celle de Notre-Dame-des-

⁹ Composé de quelques milliers de personnes en France, le « milieu autonome » est un microcosme politique où divers groupes aux référents marxistes et/ou anarchistes se rejoignent autour d'une contestation du capitalisme et de l'État et s'organisent le plus souvent en dehors des partis et des syndicats. .

¹⁰ Les travaux d'Éric Doidy (2015) sur les reconversions écologistes et le « retour à la terre » au sein du mouvement pacifiste américain montrent le potentiel heuristique d'une approche longitudinale particulièrement attentive aux trajectoires.

Landes, portent un regard tout à fait éclairant sur divers aspects de cette lutte d'occupation : les effets de la perspective de l'autonomie sur la *formation de l'être-en-commun* des occupants (Verdier, 2018), la *dimension politisante* des chantiers participatifs et, plus largement, de l'ensemble de la vie quotidienne (Pruvost, 2015, 2017), le déploiement de *formes de vie* échappant à l'emprise des institutions de pouvoir (Bulle, 2018) ou encore la production d'un *discours contre-hégémonique* dans une logique d'auto-média (Mabi, 2016). Cependant, ces recherches ont en commun de délaisser la question des propriétés et des trajectoires des acteurs au profit des discours, des interactions et des pratiques observables *in situ*.¹¹ Or, les individus qui s'y trouvent ne sont pas socialement vierges et on ne saurait faire abstraction de leurs appartenances sociales, de leurs socialisations antérieures, de leurs dispositions, bref, de tout ce qui se joue en amont de leur engagement.

L'intérêt d'une approche par les récits de vie est précisément d'éclairer ce point aveugle en mettant la focale sur tous les phénomènes sociaux – quels qu'ils soient et d'où qu'ils proviennent – qui, dès l'enfance et jusqu'à aujourd'hui, sont susceptibles de conditionner ou d'infléchir l'engagement écologiste radical. Existe-t-il là aussi des configurations familiales propices à la genèse de dispositions contestataires, voire des correspondances avec la socialisation polarisée des autonomes ? Quelles sont les « variables lourdes » (Boy et Mayer, 1997) – cordonnées sociales, appartenances résidentielles, âges, genres, niveaux et types de diplômes, etc. – récurrentes ? La composition des groupes écologistes radicaux est-elle sous-tendue, comme pour d'autres espaces militants fluides, par un recrutement opérant « par capillarité et affinité des habitus » (Sawicki et Siméant, 2009 : 116) ? Le récit d'expériences socialisatrices au sein de différentes sphères (familiales, scolaires, amicales, conjugales, associatives, professionnelles, religieuses, politiques, etc.) constitue par ailleurs un matériau de premier ordre pour, de manière *rétrodictive*, identifier les conditions sociales dont dépend l'adhésion à tel ou tel registre de radicalité écologiste. Plusieurs hypothèses de travail peuvent d'ores et déjà être formulées à ce sujet.

Tout d'abord, les carrières militantes ne sont évidemment pas les mêmes selon que les individus entrent dans l'écologie par la radicalité politique ou qu'ils entrent dans la radicalité politique par l'écologie. Tautologique, cette remarque soulève néanmoins des questionnements quant aux provenances sociales et aux itinéraires biographiques qui, sur le tard, conduisent les premiers à l'écologie et les seconds à la radicalité. Dans les deux cas, les raisons de ces « bifurcations militantes » nous semblent intéressantes à étudier, non seulement d'un point de vue *micro*, c'est-à-dire au regard des dispositions et des trajectoires individuelles, mais aussi d'un point de vue *méso*, c'est-à-dire au regard des

¹¹ À l'exception notable du travail de Stéphanie Dechezelles (2017) sur la ZAD de Caunet.

groupes politiques dans lesquels ils ont évolué par le passé et dans lesquels ils évoluent aujourd'hui.¹²

Une piste plus macrosociologique peut par ailleurs être avancée. La jeunesse, si l'on entend par là une séquence biographique faite d'apesanteur et d'indétermination sociale (Mauger, 2015), fournit une disponibilité biographique propice aux expérimentations radicales (McAdam, 1986 ; Sommier, 2016). Compte tenu de l'importance croissante de la crise environnementale, dans quelle mesure une « génération sociale » est-elle susceptible de structurer plus fortement un rapport politique à l'écologie ? La génération « sacrifiée » au chômage de masse et à la dévaluation des diplômes (Beaud et Mauger, 2017) n'est-elle pas aussi « condamnée » aux désastres écologiques ? On peut ainsi se demander dans quelle mesure la menace du déclassement, combinée à la menace environnementale, encourage – ou à l'inverse, dans l'idée d'une « stratégie du choc » (Klein, 2007), décourage – l'engagement des jeunes dans la radicalité écologiste. Au risque de réifier une catégorie de sens commun (« la jeunesse ») dont l'unité est loin d'être évidente, les récits de vie avec des écologistes radicaux permettraient de rapporter ces effets d'âge et de génération à d'autres déterminants sociaux. Plus encore, ils rendraient possible une sociologie des dispositions politiques – et ce autour d'un double enjeu.

Le premier est de repérer, dans les trajectoires biographiques, tous les éléments ayant pu structurer un rapport politique à l'écologie. Il faut pour cela se tenir à distance d'une définition restrictive et légitimiste du politique au sens où, comme le soulignait déjà Pierre Bourdieu :

L'éducation politique ne se réduit pas, comme le veulent presque toujours ceux qui s'intéressent à cet objet, à la transmission consciente des représentations les plus directement liées à la sphère de la « politique » au sens ordinaire du terme : il serait au moins aussi absurde de réduire les conditions de la production des dispositions qui sont au principe des jugements et des pratiques politiques à la socialisation proprement politique – ou pire, à son aspect institutionnalisé, l'instruction civique – que de réduire les conditions sociales de production du goût à la formation proprement artistique. (Bourdieu, 1979 : 534)

Aussi, le regard doit être porté sur toutes les formes de socialisations qui participent à la constitution de dispositions écologistes : appartenances géographiques et trajectoires

¹² Au gré des diverses insertions et socialisations militantes, les parcours d'engagement infléchissent (et sont infléchis par) des déplacements doxiques et pratiques. Les itinéraires militants sont donc aussi des itinéraires de lecteurs au sens où des textes nourrissent et structurent les subjectivités politiques. On pense notamment aux penseurs de l'écologie politique : Thoreau, Reclus, Gorz, Illich, Charbonneau, Ellul entre autres.

résidentielles, manières d'habiter, fréquences et destinations des voyages, alimentation et présence d'animaux dans la vie quotidienne, expériences de vie à la campagne et, plus généralement, de contact avec la nature ou encore la sensibilisation plus ou moins politisante à la cause écologique par divers agents socialisateurs.¹³ Cette liste non exhaustive rend compte de la multiplicité des phénomènes sociaux susceptibles, tout au long de l'existence, de produire et d'entretenir des appétences écologiques.

Articulé au premier, le second enjeu porte plus directement sur la production sociale de la révolte ou, pour le dire autrement, sur la fabrique de la radicalité. Comment se sont constituées les (dis)positions hétérodoxes des enquêtés ? L'endossement d'un registre radical est-il une façon de « résoudre » les contradictions de l'héritage familial et les conflits d'identité qui en découlent (Bourdieu, 1993 ; Gaulejac, 2016) ? Ces conflits participent-ils en amont à la construction précoce de ce que nous avons qualifié à propos des militants autonomes (Robineau, 2017), d'un *ethos rebelle*, soit une propension à la transgression, à la désobéissance, voire aux comportements agonistiques ? Assiste-t-on par la suite à des « carrières de politisation »¹⁴ dont les processus et les diverses étapes précèdent l'entrée en militance ? Au-delà de la genèse de ces dispositions (à l'écologie et à la radicalité) politiques, sous et dans quelles conditions les enquêtés franchissent le pas de l'engagement en s'investissant dans une cause collective ? Autrement dit, comment certains contextes, rencontres, ou événements sont susceptibles d'accomplir le passage « de la 'révolte intérieure' à la révolte sociale » (Crettiez et Sommier, 2006 : 13) ?

Cette première approche par les trajectoires concerne donc, d'une part, les conditions sociales au principe des engagements écologistes radicaux et, d'autre part, les modes (différenciés et toujours évolutifs) que ceux-ci peuvent prendre. Elle permettrait ce faisant de mettre au jour les éventuelles correspondances entre les causes et les formes de l'engagement, en examinant par exemple si aux différents itinéraires biographiques correspondent des registres spécifiques de radicalités écologistes.

LES FORMES ELEMENTAIRES DE LA RADICALITE ECOLOGISTE

Certes, *ce que les acteurs disent de leurs pratiques* peut donner accès aux différents registres de la radicalité écologiste et, par là, à ce qui les rapproche et ce qui les distingue. Néanmoins, les récits de vie comportent des limites méthodologiques qui rendent cet accès éminemment partiel. D'une part, ils n'échappent jamais totalement aux écarts entre le récit de soi et la réalité objective (Bourdieu, 1986). D'autre part, ils

¹³ Aux sphères familiale, scolaire, amicale, professionnelle ou associative s'ajoute la consommation de biens symboliques (culturels, informationnels, scientifiques) favorisant un intérêt à l'égard des enjeux écologiques.

¹⁴ Nous entendons par cette expression une forme de parcours doxique qui, en révélant « l'arbitraire du monde social et de ses classements, les logiques de domination qui les sous-tendent » (Johsua, 2005 : 87), encourage une « rupture hérétique avec l'ordre établi » (Bourdieu, 1981 : 69).

négligent « les pratiques non officielles, celles qui probablement ne seraient pas évoquées lors d'un questionnaire ou d'une interview » (Schwartz, 2011 : 338) et qui se donnent généralement à voir quand, par l'immersion de longue durée dans des groupes d'interconnaissances, l'ethnographe est en quelque sorte banalisé (*ibidem* : 351). Par conséquent, l'observation participante, voire la participation observante (Soulé, 2007), constituerait un moyen privilégié pour saisir, dans le cours même de l'action, *ce que les pratiques nous disent* de la radicalité écologiste. Dans une dynamique de recherche collective, la multiplication des enquêtes (et des points de vue) ethnographiques sur des terrains différenciés (Marcus, 1995) permettrait de cerner les contours du pôle écologiste radical autour d'au moins trois dimensions: 1) l'idéologie, c'est-à-dire, au sens le plus courant et le plus large, un système cohérent d'idées sur la structure de la société et comportant, sinon une finalité, du moins une direction en vue de laquelle 2) un certain répertoire d'action collective est mobilisé et 3) un ensemble de savoir-faire et de savoir-être incorporés concoure à la production d'un *sens pratique* protestataire (Geay, 2009), voire d'un *habitus* militant spécifique (Yon, 2005).

Au regard de ses multiples déclinaisons plus ou moins récentes (écosocialisme, écoféminisme, écologie populaire, écologie profonde, écologie décoloniale, etc.), le spectre idéologique de l'écologie donne non seulement à voir des variations internes mais aussi des appropriations par des traditions politiques plus anciennes. Suivre de près et sur le temps long différents collectifs de la nébuleuse écologiste permettrait ainsi d'éprouver concrètement l'hypothèse selon laquelle s'opère, par des influences – ici idéologiques – réciproques, une radicalisation de certains (groupes) écologistes et une écologisation de certains (groupes) militants radicaux. Pour ce faire, une grande attention doit être portée à ce que l'on peut considérer comme la double composante de la politisation, à savoir sa dimension *négative* (la critique de l'ordre établi) et sa dimension *positive* (une vision alternative à l'institution de la société). Nul doute qu'apparaîtront des divergences internes au pôle écologiste radical, tant dans les formes et les ressorts de la critique que dans les horizons politiques alternatifs.¹⁵ De ce point de vue, Florence Johsua a bien montré dans son travail sur le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) comment, à partir des années 2000, la situation historique promettait désormais à ces communistes révolutionnaires « moins de Grands Soirs que de petits matins besogneux, transformant *de facto* leur visée stratégique comme le contenu et la conception du projet politique »

¹⁵ Si l'on reprend la distinction opérée plus haut dans l'article, les « utopies communautaires » (Lacroix, 1981), en tant qu'elles préfigurent d'autres « formes de vie » en agissant « ici et maintenant », se situent plutôt du côté de la composante positive tandis que les acteurs engagés au sein du mouvement social, de par leur attachement à la conflictualité comme condition nécessaire au changement, s'arriment davantage à la composante négative. Les divergences stratégiques, tout spécialement du point de vue de l'échelle (locale, nationale, globale) à prioriser, font par conséquent de la galaxie écologiste un espace d'alternatives à géométrie variable (Comby, 2016).

(Johsua, 2005 : 98). Qu'en est-il des écologistes radicaux ? Le caractère parfois « apocalyptique » de certains courants écologistes, si l'on songe par exemple à la collapsologie et autres théories de l'effondrement,¹⁶ suscite-t-il paradoxalement de nouveaux espoirs révolutionnaires ? Ces conceptions ne suggèrent-elles pas une inversion du sens même du terme « révolution », non plus, selon l'expression de Marx, comme « locomotive de l'histoire » roulant dans le sens du progrès mais, au contraire, pour reprendre le mot de Walter Benjamin, comme « le frein d'urgence » qui en stoppe la course (Löwy, 2019) ? Quels sont alors les effets produits par les critiques écologistes, notamment dans leurs visions « romantiques » et à contre-courant de la modernité (Löwy et Sayre, 1992), sur les militants radicaux ?¹⁷ Inversement, comment des corpus théoriques marxistes, anarchistes, féministes ou décoloniaux travaillent les subjectivités des nouveaux entrants écologistes dans le champ politique radical ?

Un deuxième aspect touche aux répertoires et aux logiques d'action collective parmi ces groupes militants. Où, quand, comment et avec qui se mobilisent-ils ? Si l'on assiste, comme à d'autres endroits de l'espace des mouvements sociaux, à une *relocalisation* du politique (Jeanpierre, 2019), comment le territoire (urbain ou rural) est-il investi ? À quelle distance de l'État, des organisations traditionnelles et du champ politique ? Avec quelles convergences des luttes *et* de classe ? Par quels modes d'action, de confrontation, de désobéissance, de résistance ? Selon quels jeux d'échelle entre les niveaux local, national et global, et avec quels usages des médias, en particulier alternatifs (Cardon et Granjon, 2010 ; Ferron, 2012) ? Si le recours à des formes non conventionnelles d'action collective est sans doute un dénominateur commun au pôle écologiste radical, il convient d'en détailler l'éventail possible en se demandant si les homologues repérables dans les affinités idéologiques engendrent des homologues dans les performances contestataires. Indissociables des logiques de l'action collective, ce sont aussi les ressources matérielles et symboliques dont ils disposent, la division du travail militant, les rapports de classe, de « race » et de genre, ou encore leurs pratiques délibératives qu'il convient d'interroger.

Enfin, le troisième aspect consisterait à saisir la socialisation militante *en train de se faire* afin d'éclairer, d'une part, l'univers de sens et de pratiques de tel ou tel registre de radicalité écologiste et, d'autre part, les processus par lesquels les individus se l'approprient, jusqu'à l'incorporer. Quelle sont les logiques d'activation et/ou d'acquisition de dispositions militantes et, plus largement, les apprentissages politiques routiniers

¹⁶ À l'instar d'Extinction Rebellion, divers groupes écologiste souscrivent à l'idée d'un effondrement imminent de la « civilisation industrielle ». En France, la collapsologie a connu un fort retentissement avec la parution, en 2015, de l'essai intitulé *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* (Servigne et Stevens, 2015).

¹⁷ En tant que les écologistes s'appuient également sur des corpus savants et des données scientifiques, on peut y voir là aussi un paradoxe. À cet égard, il serait intéressant d'interroger plus en profondeur le rapport ambivalent qu'ils entretiennent à la modernité, en particulier à la science et à la technique.

favorisant l'inculcation d'un *sens pratique* spécifique ? Comment s'opère la conversion écologique des militants radicaux et quelles sont ses incidences biographiques, par exemple sur leurs styles de vie ? Inversement, la radicalisation doxique des écologistes va-t-elle de pair avec des réorientations pratiques ? Passe-t-elle, comme nous l'avons observé chez les autonomes, par une forme de *remise de soi* militante et des modes d'engagement autrement plus « sacrificiels » (Robineau, 2018) ?

À travers les trois dimensions que nous venons de développer, l'intérêt de cette approche réside précisément dans sa capacité à localiser et à cartographier le pôle écologiste radical, aussi bien dans les formes élémentaires qui le fondent que dans les interrelations – et les caractéristiques distinctives – des groupes qui le composent. Objet de luttes symboliques qui devront elles-mêmes faire partie de l'analyse, la radicalité écologiste est donc avant tout un opérateur de questionnements afin, par les vertus de l'enquête empirique, d'en saisir les dynamiques politiques et les ressorts sociologiques.

CONCLUSION

Ces quelques propositions font corps avec des enjeux sociaux et politiques actuels qui, très vraisemblablement, ne feront que croître dans les prochaines décennies. En effet, aucune entreprise politique, qui plus est contestataire, ne saurait faire fi de la crise environnementale qui pèse sur les sociétés aujourd'hui. Celle-ci occupe d'ailleurs une place croissante dans les mouvements sociaux. D'une part, les franges les plus radicales (socialistes, communistes, anarchistes, féministes, décoloniales ou autres) s'en saisissent et, ne serait-ce que pour des raisons stratégiques, l'intègrent dans leurs logiciels et leurs horizons politiques. D'autre part, l'idée d'une résolution de la crise par des « petits pas » politiques et des « petits gestes » individuels apparaît désormais insuffisante aux yeux de nombreux écologistes dont une partie d'entre eux, en particulier les plus jeunes, atteste d'une radicalisation doxique opérant sur fond d'une critique de l'ordre socioéconomique. Posant l'hypothèse d'un double mouvement – la radicalisation de militants écologistes et l'écologisation de militants radicaux – constitutif d'un pôle écologiste radical, nous avons dessiné des pistes de travail qui, s'efforçant de tenir ensemble sociologie dispositionnelle et sociologie de l'action collective, sont susceptibles d'en rendre raison.

La teneur programmatique de notre propos encourage en ce sens la prolifération d'enquêtes sur des terrains (politiquement et géographiquement) diversifiés. Un tel travail – nécessairement collectif – serait en mesure à terme de cartographier ce pôle militant et, le cas échéant, de localiser les foyers *effectifs* de l'écosocialisme. Car, sans même que les écologistes radicaux ne s'en réclament, le repérage de l'écosocialisme peut à notre sens s'effectuer à partir de l'observation des pratiques concrètes des acteurs, à la fois dans leurs motivations, leurs logiques et leurs finalités. Adossée à ce versant

ethnographique, la multiplication d'entretiens biographiques viendrait par ailleurs renseigner la composition sociale des groupes militants en question. À ce titre, il serait tout à fait intéressant d'examiner si ce que suggère « sur le papier » la notion même d'écosocialisme, soit la convergence des luttes sociales et écologiques, s'accompagne ou non, dans les faits, d'un recrutement militant propice aux alliances de classe. Partant, c'est également un angle mort des recherches sur le sujet – à savoir les dispositions, les itinéraires et les ressorts sociaux conduisant à la radicalité écologiste – qu'il nous paraît important de combler par des récits de vie. Sans prétendre à l'exhaustivité, ni même à la pertinence de toutes les hypothèses avancées, ce programme de recherche invite donc à affiner le grain des dynamiques de politisation contemporaines qui, prenant appui sur la nouvelle donne écologique, remettent en cause l'ordre établi et ouvrent des « possibles latéraux » (Boltanski, 2008).

Révision de Ana Sofia Veloso

COLIN ROBINEAU

Laboratoire CARISM – Centre d'Analyse et de Recherche Interdisciplinaires sur les Médias,
Université Paris 2 Panthéon-Assas
Assas, 5/7 avenue Vavin, 75006 Paris, France
Contact: colin.robineau@laposte.net

Article reçu le 16.04.2020

Article accepté le 14.12.2020

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Astier, Marie; d'Allens, Gaspard (2019), "Compromis ou radicalité, le mouvement écolo cherche sa stratégie", *Reporterre*, 27 juillet. Consulté le 03.04.2020, sur <https://reporterre.net/Compromis-ou-radicalite-le-mouvement-ecolo-cherche-sa-strategie>.
- Beaud, Stéphane; Mauger, Gérard (dir.) (2017), *Une génération sacrifiée ? Jeunes des classes populaires dans la France désindustrialisée*. Paris: Rue d'Ulm.
- Bertaux, Daniel (2010), *Le récit de vie*. Paris: Armand Colin.
- Boltanski, Luc (2008), *Rendre la réalité inacceptable. À propos de "La production de l'idéologie dominante"*. Paris: Demopolis.
- Bonelli, Laurent; Carrié, Fabien (2018), *Radicalité engagée, radicalités révoltées. Enquête sur les jeunes suivis par la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)*. Rapport: Université de Paris Nanterre – Institut des sciences sociales du politique.

- Bookchin, Murray (2019), *Changer sa vie sans changer le monde. L'anarchisme contemporain entre émancipation individuelle et révolution sociale*. Paris: Agone. Traduction de Xavier Crépin.
- Bourdieu, Pierre (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris: Minuit.
- Bourdieu, Pierre (1981), "Décrire et prescrire. Note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, 69-73.
- Bourdieu, Pierre (1986), "L'illusion biographique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62, 69-72.
- Bourdieu, Pierre (dir.) (1993), *La misère du monde*. Paris: Seuil.
- Boy, Daniel; Mayer, Nonna (1997), "Les 'variables lourdes' en sociologie électorale", *Enquête, anthropologie, histoire, sociologie*, 5, 109-122.
- Bulle, Sylvaine (2018), "Formes de vie, milieux de vie. La forme-occupation", *Multitudes*, 71, 168-175.
- Cardon, Dominique; Granjon, Fabien (2010), *Médiactivistes*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Comby, Jean-Baptiste (2015), *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*. Paris: Raisons d'Agir.
- Comby, Jean-Baptiste (2016), "Des 'alternatives' à géométrie variable", *Savoir/Agir*, 38, 9-12.
- Cotgrove, Stephen; Duff, Andrew (1981), "Environmentalism, Values, and Social Change", *The British Journal of Sociology*, 32, 92-110.
- Cottin-Marx, Simon; Flipo, Fabrice; Lagneau, Antoine (dir.) (2013), "La transition, une utopie concrète?", *Mouvements*, 75.
- Crettiez, Xavier; Sommier, Isabelle (dir.) (2006), *La France Rebelle*. Paris: Michalon.
- Crettiez, Xavier (2016), "Penser la radicalisation", *Revue française de science politique*, 66, 709-727.
- Crossley, Nick (2003), "From Reproduction to Transformation. Social Movement Fields and the Radical Habitus", *Theory, Culture & Society*, 6, 43-68.
- Darras, Éric (dir.) (1998), *La politique ailleurs*. Paris: Presses universitaires de France.
- Dechezelles, Stéphanie (2017), "Une ZAD peut en cacher d'autres. De la fragilité du mode d'action occupationnel", *Politix*, 117, 91-116.
- Delmas, Vanina (2019), "À Paris, militants climat et gilets jaunes occupent un centre commercial", *Politix*, 7 octobre. Consulté le 03.04.2020, sur <https://www.politis.fr/articles/2019/10/a-paris-militants-climat-et-gilets-jaunes-occupent-un-centre-commercial-40894/>.
- Doidy, Éric (2015), "'Faites labour pas la guerre!' Reconversions militantes et retour à la terre dans les États-Unis post-11 septembre", in Bernard Lacroix; Xavier Landrin; Anne-Marie Pailhès; Caroline Rolland-Diamond (dir.), *Les contre-cultures. Genèses, circulations, pratiques*. Paris: Syllepse, 375-392.
- Dufour, Pascale; Hayes, Graeme; Ollitrault, Sylvie (2012), "Présentation: Radicalités et radicalisations - la fabrication d'une nouvelle 'norme' politique?", *Lien social et Politiques*, 68, 7-12.

- Farbiaz, Patrick (2019), "Les Gilets jaunes sont le premier mouvement social écologiste de masse", *Reporterre*, 21 janvier 2019. Consulté le 03.04.2020, sur <https://reporterre.net/Les-Gilets-jaunes-sont-le-premier-mouvement-social-ecologiste-de-masse>.
- Ferron, Benjamin (2012), "Les troubles du langage sociologique dans la comparaison internationale: le cas des médias des mouvements sociaux au Chiapas et en Palestine", *Revue internationale de politique comparée*, 19, 75-93.
- Fillieule, Olivier (2001), "Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post-scriptum", *Revue française de science politique*, 51, 199-215.
- Gaulejac (de), Vincent (2016), *La névrose de classe*. Paris: Payot.
- Geay, Bertrand (dir.) (2009), *La protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*. Paris: Raisons d'agir.
- Gezon, Lisa; Paulson, Susan (dir.) (2004), *Political Ecology Across Spaces, Scales And Social Groups*. New Jersey: Rutgers.
- Gottraux, Philippe (1997), "Socialisme ou barbarie". *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*. Lausanne: Payot Lausanne.
- Graeber, David (2013), *The Democracy Project: A History, a Crisis, a Movement*. New York: Spiegel & Grau.
- Grisoni, Anahita; Némot, Sophie (2017), "Les mouvements socio-écologistes, un objet pour la sociologie", *Socio-logos*, 12. Consulté le 26.03.2020, sur <https://journals.openedition.org/socio-logos/3116>.
- Haluza-DeLay, Randolph (2008), "A Theory of Practice for Social Movements: Environmentalism and Ecological Habitus", *Mobilizations*, 13, 205-218.
- Jeanpierre, Laurent (2019), *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*. Paris: La Découverte.
- Johsua, Florence (2005), *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*. Paris: La Découverte.
- Kempf, Hervé (2014), *Notre-Dame-des-Landes*. Paris: Seuil.
- Keucheyan, Razmig (2014), *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*. Paris: Zones.
- Kirby, Jeff (2017), "Fleshing Out an Ecological Habitus: Field and Capitals of Radical Environmental Movements", *Nature and Culture*, 12, 89-114.
- Klein, Naomi (2007), *The Shock Doctrine: The Rise of Disaster Capitalism*. Toronto: Knopf.
- Lacroix, Bernard (1981), *L'utopie communautaire: histoire sociale d'une révolte*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Lahire, Bernard (1995), *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*. Paris: Seuil.
- Lecœuvre, Claire (2019), "Les écologistes tentés par l'action directe", *Le Monde diplomatique*, novembre, 18-19.
- Lockyer, Joshua; Veteto, James (dir.) (2013), *Environmental Anthropology Engaging Ecotopia: Bioregionalism, Permaculture, and Ecovillages*. New York: Berghahn Books.

- Löwy, Michael (2019), *La révolution est le frein d'urgence. Essais sur Walter Benjamin*. Paris: Éditions de l'éclat.
- Löwy, Michael; Sayre, Robert (1992), *Révolte et mélancolie. Le romantisme à contre-courant de la modernité*. Paris: Payot.
- Luck, Simon (2008), *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives*. Thèse pour le Doctorat en Science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France.
- Mabi, Clément (2016), "Luttes sociales et environnementales à l'épreuve du numérique: radicalité politique et circulation des discours", *Études de communication*, 47, 111-130.
- Marcus, Georges (1995), "Ethnography in/of the World System. The Emergence of Multi-Sited Ethnography", *Annual Review of Anthropology*, 24, 95-117.
- Martinez Alier, Joan (1991), "Ecology and the Poor: A Neglected Dimension of Latin American History", *Journal of Latin American Studies*, 23, 621-639.
- Mathieu, Lilian (2012), *L'Espace des mouvements sociaux*. Bellecombe-en-Bauges: Le Croquant.
- Mauger, Gérard (2015), *Âges et générations*. Paris: La Découverte.
- McAdam, Doug (1986), "Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer", *American Journal of Sociology*, 92, 64-90.
- Ollitrault, Sylvie (2008), *Militer pour la planète, sociologie des écologistes*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Pagis, Julie (2014), *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*. Paris: Presses de la FNSP.
- Pruvost, Geneviève (2015), "Chantiers participatifs, collectifs, autogérés en écoconstruction. La politisation du moindre geste", *Sociologie du travail*, 57, 81-103.
- Pruvost, Geneviève (2017), "Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014)", *Politix*, 117, 35-62.
- Robineau, Colin (2017), "La politisation en terrain militant 'radical' : ethnographie d'un squat d'activités de l'Est Parisien". Thèse pour le Doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris 2 Panthéon-Assas, France.
- Robineau, Colin (2018), "S'engager corps et âme. Socialisations secondaires et modes de production du militant 'autonome'", *Agora débats/jeunesses*, 80, 53-69.
- Robineau, Colin (à paraître), *Devenir autonome. Sociologie de la radicalité politique*. Paris: La Découverte.
- Sawicki, Frédéric; Siméant, Johanna (2009), "Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français", *Sociologie du travail*, 51, 97-125.
- Schwartz, Olivier (2011), "L'empirisme irréductible. La fin de l'empirisme?", in Nels Anderson, *Le Hobo, sociologie du sans-abri*. Paris: Armand Colin, 335-384.
- Servigne, Pablo; Stevens, Raphaël (2015), *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*. Paris: Éditions du Seuil.

- Siméant, Johanna (2003), "Un humanitaire 'apolitique'? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi", in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*. Paris: Belin, 163-196.
- Soulé, Bastien (2007), "Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales", *Recherches qualitatives*, 27, 127-140.
- Sommier, Isabelle (2016), "L'engagement radical a-t-il un âge?", *L'école des parents*, 5, 61-78.
- Sommier, Isabelle (2018), *La violence révolutionnaire*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Tilly, Charles (2008), *Contentious Performances*. New York: Cambridge University Press.
- Vanderheiden, Steven (2008), "Radical Environmentalism in an Age of Antiterrorism", *Environmental Politics*, 17, 299-318.
- Verdier, Margot (2018), *La perspective de l'autonomie. La critique radicale de la représentation et la formation du commun dans l'expérience de l'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes*. Thèse pour le Doctorat en Sociologie, Université Paris 10 Nanterre, France.
- Yon, Karel (2005), "Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI", *Politix*, 70, 137-167.